laTrompette

Social Media Keyboard by Shahid Abdullah is marked with CC0 1.0/Cropped from original

La liberté d'expression est refusée

- Deryle Hope
- 14/01/2021

Le premier amendement de la Constitution des États-Unis déclare que « le Congrès ne fera aucune loi... restreignant la liberté d'expression ou de la presse ». Le premier amendement ainsi que neuf autres amendements constituent la Déclaration des droits, qui a été adoptée par le Congrès en 1789 et ratifiée en 1791. Les Pères fondateurs de la République américaine considéraient la liberté d'expression et de la presse comme des éléments essentiels d'une société libre et démocratique. La liberté de parole et d'expression a été la marque de l'expérience américaine depuis le XVIIIe siècle.

Cependant, aux États-Unis de 2021, la liberté d'expression et la liberté de parole ne sont plus tolérées par ceux qui prétendent être des promoteurs de la liberté et de la libre expression. La censure exercée par les entreprises de haute technologie et leurs plates-formes connexes, Twitter et YouTube, répond à des programmes politiques qui privilégient un récit spécifique. Il s'agit d'une censure efficace des points de vue exprimés par des individus qui s'écartent des politiques de gauche, socialistes ou qui expriment des idées qui ne sont pas généralement acceptées par les médias grand public.

Quelques exemples notables de victimes de cette censure ne sont autres que le président des États-Unis, Donald Trump. Pour avoir exprimé son opinion, son compte Twitter a été définitivement suspendu et son compte Facebook a été temporairement désactivé. Si cela peut arriver au président, quelles sont les perspectives pour les citoyens individuels ?

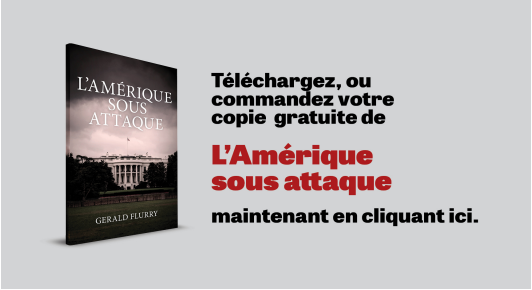
En outre, les personnalités américaines dont les idées ne coïncident pas avec le programme de gauche du Parti démocrate ont également été soumises à une censure sévère. Il s'agit notamment du général Michael Flynn, ancien conseiller à la sécurité nationale des États-Unis et directeur de l'Agence de renseignement de la défense, et de Sidney Powell, avocat et ancien procureur fédéral.

L'Union américaine des libertés civiles (ACLU) appelle à un Internet non censuré offrant « une vaste zone de liberté de parole méritant au moins autant de protection au titre du premier amendement que celle accordée aux médias traditionnels tels que les livres, les journaux et les magazines ». L'avocat de l'ACLU a averti que la suspension des comptes de médias sociaux du président Trump atteste du « pouvoir incontrôlé » de Twitter, Facebook et des sociétés connexes.

C'est une hypocrisie retentissante que d'interdire au président Trump de faire des commentaires sur Twitter et de permettre à l'ayatollah d'Iran de continuer à le faire. La censure des idées qui ne s'alignent pas sur ce qui est considéré comme « acceptable » par certains peut rapidement mener à la tyrannie. Qui a autorisé les magnats de la technologie sur Facebook et Twitter à décider de ce qui est acceptable pour la liberté d'expression ?

Aux États-Unis, il est clair qu'il existe un programme de suppression du dialogue et de l'opinion lorsqu'il s'agit d'idées qui ne sont pas considérées comme faisant partie du « récit accepté ». Cela a été le cas lorsqu'il s'agit de l'idée que les résultats de l'élection américaine du 3 novembre sont faux et frauduleux. Les faits qui sont mis en lumière concernant la fraude massive commise sont sommairement supprimés et ridiculisés.

Toutefois, lorsque la vérité sera mise au jour, le monde sera stupéfait de l'ampleur de la corruption et des intrigues, tant nationales qu'internationales, qui invalideront les résultats annoncés des élections américaines. Pour en savoir plus sur la fraude électorale, les objectifs de la gauche radicale et la censure qui y est associée, veuillez lire l'article du rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, intitulé « Pourquoi Donald Trump demeurera président de l'Amérique ».


L'AMÉRIQUE
SOUS
ATTAQUE
GERALD FLURRY
Téléchargez, ou
commandez votre
copie gratuite de
L'Amérique
sous attaque
maintenant en cliquant ici.